

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2014-2015**

**Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications**

Juin 2014

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

1.	Liste des voyages hors Québec	
2.	Voyages faits en avion ou en hélicoptère au Québec	
3.	Liste des dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites	
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'évènements médiatiques ou autres évènements	
5.	Liste des dépenses en formation de communication	
6.	Liste des dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés	s / o
7.	Liste de tous les contrats octroyés	
8.	Liste de tous les appels d'offres publics	
9.	Liste des contrats octroyés qui ont fait l'objet d'une autorisation du président prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>	
10.	Liste des contrats octroyés par un cabinet ministériel	s / o
11.	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein de l'organisme	
12.	Projet de développement informatique de 100 000 \$ et plus	
13.	Dépenses diverses pour la haute direction (photocopie, frais de transport, etc.)	
14.	Dépenses reliées à la téléphonie mobile	
15.	Liste des effectifs	
16.	Nombre de départs à la retraite	
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par le BAPE	
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription	s / o
19.	Liste du personnel de cabinet	s / o
20.	Budget discrétionnaire	s / o
21.	Liste du personnel hors structure	
22.	Liste du personnel en disponibilité	SCT
23.	Nombre d'occasionnels mis à pied	
24.	Liste du personnel rémunéré par le BAPE et affecté à tout autre organisme	
25.	Liste des abonnements	

26.	Site Internet	
27.	Nomination, depuis le 1 ^{er} avril 2013, commissaires, experts, etc.	
28.	Visites et rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec	s / o
29.	Nombre de demandes d'accès à l'information	
30.	Liste des activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	s / o
31.	Liste des ententes signées avec le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes	SAIC
32.	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour 2013-2014	SCT
33.	Inventaire complet des services offerts aux citoyens et tarifs exigés	
34.	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014	SCT
35.	Les sommes reçues en provenance du fédéral ou d'un autre gouvernement	
36.	Montant total des primes au rendement et des bonis	
37.	Montant total des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat	
38.	Montant total des augmentations de salaire	SCT
39.	Liste des cadres ou dirigeants incluant les sous-ministres dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée	
40.	Nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement	
41.	Liste des personnes et le mandat des comités formés et les honoraires donnés à ces personnes	
42.	Liste de tous les contrats octroyés et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme le prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>	
43.	Masse salariale	SCT
44.	Taux d'absentéisme	
45.	Liste des ententes signées avec une ou des Conférences régionales des Élus	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;**
- b) la copie des programmes et rapports de mission;**
- c) les personnes rencontrées;**
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);**
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;**
 - a. les détails de ces ententes;**
 - b. les résultats obtenus à ce jour;**
- h) les investissements annoncés, le cas échéant.**

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président	Montréal/Ottawa/ Québec	Du 3 au 5 mars 2014	Rencontre de travail des membres du Marine Environmental Observation Prediction and Response Network (MEOPAR)	\$ 0.00 (coûts assumés par le MEOPAR)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l'itinéraire et les dates de départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère au Québec pour le dirigeant du BAPE	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATIONS⁽¹⁾ (Presse écrite)	2013-2014
Projet de parc éolien Des Moulins – Phase 2 dans la MRC d'Avignon	239 \$
Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière	4 466 \$
Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach)	4 543 \$
Projet d'aménagement d'un lieu d'enfouissement technique à Hébertville-Station	5 129 \$
Projet d'aménagement de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain entre la côte de Sillery et la côte Gilmour à Québec	4 078 \$
Projet intégré de construction du boulevard René-Lévesque et du prolongement ouest du boulevard de Portland à Sherbrooke	3 659 \$
Projet de stabilisation des berges en bordure de routes à L'Isle-aux-Coudres	1 122 \$
Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles	5 595 \$
Projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais à Bécancour	3 734 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATIONS⁽¹⁾ (Presse écrite) (suite)	2013-2014
Projet de construction du poste Duchesnay à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	887 \$
Projet de parc éolien de la Côte-de-Beaupré dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	887 \$
Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent	4487 \$
Total – Avis publics – Audiences et Médiations	38 826 \$

(1) Publicité obligatoire régie par une loi, un règlement et des règles de procédure. Cette publicité obligatoire correspond essentiellement à des placements-médias réalisés par le Centre de services partagés du Québec. Ces dépenses ne font pas partie du plan d'action 2010-2014 sur la réduction et de contrôle des dépenses du BAPE

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicité et articles promotionnels (divers)	2013-2014
Aucun	
Total – Publicité et articles promotionnels	-
Commandites	2013-2014
Aucun	
Total – Commandites	-

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Le BAPE a agi comme co-organisateur avec l'Office de consultation publique de Montréal pour l'événement sur la participation citoyenne à l'ère numérique qui s'est déroulé au Centre des sciences de Montréal les 27 et 28 février 2014.

L'événement favorisait la réflexion et le partage d'expériences sur l'utilisation du numérique en consultation publique.

Dans un contrat de gré à gré, le BAPE a retenu les services d'Opperkut pour la production de divers outils graphiques en lien avec l'événement au coût de 8 697,54 \$. À ce montant, s'ajoutent les frais de déplacement de 543,95 \$.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
 - d) le nom de la ou des firmes de publicité;
 - e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - f) les noms des fournisseurs ou des consultants;
 - g) le but visé par chaque dépense.
-

En 2013-2014, le BAPE a organisé une formation visant à mieux communiquer par courrier électronique. Treize personnes y ont assisté. La formation a été donnée par la firme Accent Formation au coût de 1 495 \$. Cette firme fait partie du Regroupement des achats en perfectionnement (RAP) offert par le CSPQ.

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;**
 - b) le but visé par chaque dépense.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Accent formation	Formation "Mieux communiquer par courriel" le 4 novembre 2013 pour 13 participants	1 495,00 \$
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Entreposage des copies de sécurité en informatique - avril 2013 à mars 2014	2 136,12 \$
Camput	Cotisation annuelle du BAPE pour l'année 2014-2015	1 000,00 \$
Centre des congrès de Sept-Îles inc.	Location de salle et sonorisation pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." le 11 juin 2013 à Sept-Îles	1 547,50 \$
Château Mont Sainte-Anne (Château Mont Sainte-Anne inc.)	Location de salle et d'équipement pour la sonorisation pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet de parc éolien de la Côte-de-Beaupré dans la MRC de La Côte-de-Beaupré par Éoliennes Côte-de-Beaupré S.E.C." le 3 octobre 2013 à Beaupré	1 036,78 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Christine Paré Communication	Révision linguistique de 4 rapports d'enquête et d'audience publique : - Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière (297) - Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach) par Transports Canada (298) - Projet d'aménagement de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain entre la côte de Sillery et la côte Gilmour à Québec par la Commission de la capitale nationale du Québec (299) - Projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais à Bécancour par Entreprise IFFCO Canada Ltée (300)	5 500,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles (301)	1 425,00 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Réémission (modification de la date de début du mandat) et achat de billets d'avion Québec/Îles de la Madeleine/Québec, départ le 14 mai 2013 et retour le 17 mai 2013 pour la 1 ^{re} partie d'audience "Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière" (9 personnes)	2 659,24 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Billets d'avion Québec/Îles de la Madeleine/Québec, départ le 18 juin et retour le 20 juin 2013 pour la 2 ^e partie d'audience "Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière" (5 personnes)	3 568,02 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Billets d'avion Québec/Gaspé/Québec, départ le 21 mai 2013 et retour le 23 mai 2013 pour la 1 ^{re} partie d'audience du mandat "Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach) par Transports Canada" (7 personnes)	4 852,98 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	Un billet d'avion Québec-Gaspé-Québec - départ le 21 mai 2013, retour le 23 mai 2013 pour la 1 ^{re} partie d'audience du mandat "Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach) par Transports Canada"	1 251,60 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Billets d'avion Québec/Gaspé/Québec, départ le 19 juin 2013 et retour le 20 juin 2013 pour la 2 ^e partie d'audience du mandat "Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach) par Transports Canada" (5 personnes)	4 120,77 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Billets d'avion Québec-Sept-Îles-Québec - Départ 11 juin, retour 12 juin 2013 pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." (2 personnes)	2 445,75 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	Billet d'avion Québec/Sept-Îles/Québec pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." (1 personne)	1 551,20 \$
Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy) et Air canada	Deux billets d'avion Québec/Sept-Îles départ le 19 nov et retour le 22 nov. 2013 Frais pour changement de date de retour soit le 21 nov 2013 (tempête ne permettant pas de se rendre à Tête-à-la-Baleine) Achat de 2 billets d'avion Québec/Sept-Îles - départ le 25 nov et retour le 29 nov 2013 Achat de 2 billets d'avion Sept-Îles-Tête-à-la-Baleine-Sept-Îles, aller le 20 novembre 2013, retour 22 novembre 2013 Frais de changement de date dû aux conditions météorologiques du 20 novembre (Nouvelle date: Départ le 26 novembre et retour le 28 novembre 2013) pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet de reconstruction de la route d'accès au quai de Tête-à- la-Baleine dans la municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent par le ministère des Transports"	7 054,05 \$
Dicom Express inc.	Envoi documentation pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière "	1 229,15 \$
Dompteurs de Souris inc., Les	Impression noir et blanc et montage - Rapport annuel de gestion 2012-2013	3 304,00 \$
Drake international inc.	Remplacement temporaire pour une réceptioniste du 6 au 17 mai 2013 (70 hres)	1 743,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Inscription au "Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader débutant" le 4 décembre 2014 (1 personne)	4 200,00 \$
Enviro Foto inc.	Conception et production de 3 panneaux (dimension de 2,5 pieds X 5 pieds /chacun) illustrant les thèmes de mandats confiés au BAPE depuis 35 ans	4 000,00 \$
Folia Design inc.	Entretien des plantes dans les bureaux du BAPE (2 ^e et 3 ^e étages) pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014	2 482,08 \$
Fortin, Guy R.	Analyste expert, pour les fins de la commission chargée d'enquêter et de tenir une audience publique pour le "Projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais sur le territoire de la Ville de Bécancour" pour la période du 15 juillet au 15 décembre 2013	33 795,73 \$
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction en anglais des avis et constats du rapport 294, mandat de consultation du public sur les projets d'aires protégées "Projets de réserves de biodiversité pour sept territoires et de réserve aquatique pour un territoire dans la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue"	1 251,89 \$
Groupe IBI/ADA inc.	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 301 "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc."	2 829,08 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 295 "Projet d'aménagement hydroélectrique sur la rivière Sainte-Anne à Saint-Joachim par la Société Hydro-Canyon Saint-Joachim inc."	1 773,75 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 296 "Projet d'aménagement d'un lieu d'enfouissement technique à Hébertville-Station par la Régie de matières résiduelles du Lac-Saint-Jean"	3 300,00 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 298 "Projet de restauration, au sud du quai, au port de Gaspé (Sandy Beach) par Transports Canada"	1 760,00 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du rapport 299 "Projet d'aménagement de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain entre la côte de Sillery et la côte Gilmour à Québec par la Commission de la capitale nationale du Québec"	3 781,25 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 297 "Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière"	2 062,00 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 300 "Projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais à Bécancour par Entreprise IFFCO Canada Ltée"	3 437,50 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 305 "Projet de construction du poste Duchesnay à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier par Hydro-Québec TransÉnergie"	1 182,50 \$
Iris Design	Frais d'honoraires pour la réalisation des graphiques et des illustrations cartographiques du Rapport 304 "Projet intégré de construction du boulevard René-Lévesque et du prolongement ouest du boulevard de Portland"	3 107,50 \$
Jaguar Média inc.	Renouvellement - abonnement annuel au Réseau d'information municipale	1 250,00 \$
Jourdain, Philomène	Frais d'honoraires pour la traduction écrite de la langue française à la langue innue de documents relatifs au "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles "	3 692,80 \$
Lemieux, Jean-Michel	Conseiller scientifique en hydrogéologie pour les fins de la commission chargée d'enquêter et de tenir une audience publique "Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière" pour la période du 29 avril au 11 octobre 2013	11 032,30 \$
Société de contrôle Johnson, S.E.C.	Contrat pour l'entretien de l'unité de climatisation "Confort Air - Liebeert" dans la salle informatique (du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014)	1 525,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Société des Communications Atikamekw-Montagnais	Traduction simultanée (Innu/Français/Innu) pour la 1 ^{re} partie et 2 ^e partie d'audience du mandat d'enquête et d'audience publique du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." le 30 août et le 28 septembre 2013	9 547,50 \$
Upperkut (9096-8645 Québec inc.)	Production de divers outils graphiques en lien avec l'évènement Wikicité organisé par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et le BAPE	8 697,54 \$
Voyage en Liberté et Air Canada	Billets Montréal-Sept-Îles-Montréal pour le commissaire externe de Montréal dans le cadre du mandat du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." - pour les rencontres préparatoires, départ le 19 août et retour le 20 août 2013 - pour la 1 ^{re} partie d'audience, départ le 27 août et retour le 30 août 2013 - pour la 2 ^e partie, départ le 24 septembre et retour le 29 sept. 2013	2 080,96 \$
Voyage en Liberté et Air Canada	Billets Québec-Sept-Îles-Québec dans le cadre du mandat du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." - pour les rencontres préparatoires, départ le 19 août et retour le 20 août 2013 (2 personnes)	1 337,32 \$
Voyage en Liberté et Air Canada	Billets Québec-Sept-Îles-Québec dans le cadre du mandat du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." - pour la 1 ^{re} partie d'audience, départ le 27 août et retour le 30 août 2013 (6 personnes)	4 648,02 \$
Voyage en Liberté et Air Canada	Achat d'un billet d'avion Gaspé/Sept-Îles/Gaspé, départ le 23 septembre et retour le 29 septembre 2013 - pour la 2 ^e partie d'audience du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." (commissaire externe de Gaspé)	1 586,84 \$
Voyage en Liberté et Air Canada	Billets Québec-Sept-Îles-Québec dans le cadre du mandat du "Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc." - pour la 2 ^e partie, départ le 24 septembre et retour le 29 sept 2013 (6 personnes)	4 819,51 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Le BAPE n'a fait aucun appels d'offres publics.

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
-

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
 - c) le coût;**
 - d) l'échéancier;**
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le nombre de consultants externe intégrés en œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externe intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Le BAPE n'a aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ en 2013-2014.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense de la haute direction du BAPE
Photocopie ¹	
Mobilier de bureau	0 \$
Ameublement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc..)	772 \$
– Frais d'hébergement ²	29 400 \$
– Frais de repas	53 \$
– Dépenses de fonction	2 198 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
– a) au Québec	2 623 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$

- 1. Non ventilé, inclus dans la dépense globale pour le BAPE.
- 2. Incluant des frais de 29 400 \$ pour les allocations de séjour prévus aux décrets de nomination du président et du vice-président du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

	2013-2014
Nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent ⁽¹⁾	22
Nombre de clés USB ou Borne Wi-Fi	2
Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres)	0
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Coûts d'acquisition des appareils	570 \$
Coût d'utilisation des appareils (inclut les frais fixes mensuels)	5 619 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et Bell
Coût des contrats téléphoniques (inclut dans le coût d'utilisation)	
Nombre de minutes utilisées	38 433
Ordinateurs portables (acquisition)	4680 \$ Qté : 2

⁽¹⁾ Données au 31 mars 2014

- 7 terminaux sans fil de type « Blackberry » ou « Iphone »;
- 5 téléphones cellulaires détenus par le personnel sur une base continue;
- 10 téléphones cellulaires disponibles pour prêt au personnel selon les besoins;
- 1 clé USB;
- 1 Borne Wi-Fi

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de santé et de l'éducation):

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;**
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

2013-2014 ¹	Moins de 35 ans		35 ans et plus		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +
Membres				1								
Professionnels	1	2	9	9		2					1	1
Personnel de bureau et techniciens	2	1	11			1					1	1
Cadres			2	1								
Total Pourcentage	3	3	22	11		3					2	2

(1) Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

2013-2014	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 07 mars 2014
Cadres													
	1	2	2.5	0.5		1.5	1.5	4		3.5	0.5		17
Professionnels													
	15	9.5	14.5	7	8.5	17	14.5	22	8	15.5	9.5		141
Fonctionnaires													
	14	14	22.5	7.5	10.5	6	11.5	10.5	4.5	15.5	5		121.5
Autre catégorie (membres ¹)													
										0.5			0.5

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

2013-2014	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 07 mars 2014
Professionnels													
Heures effectuées	167.3	303.82	174.38	95.25	287.11	233.91	71.73	82.75	73.75	17	9.5		1516
Heures payées	51.83	126.95	101.53	8.6	78.16	108.91	5.25	29.5	42	6	3.25		561.98
Montant (\$)	2055.34	5557.29	4752.82	264.6	3726.19	4695.26	232.12	1204.65	1680.39	202.08	87.13		24457.87
Heures compensées en temps	115.47	176.37	72.85	86.65	208.95	125	66.48	53.25	31.75	11	6.25		954.02
Montant (\$)	6083.33	8072.58	3441.87	3811.57	9754.74	5282.23	2598.12	1921.52	1294.87	447.79	243.1		42951.72
Fonctionnaires													
Heures effectuées	47.75	52.75	26.5	5.25	40.25	53.22	18	12.25	21.75	5			282.72
Heures payées	2.75	15.75	10.75			8.97		1					39.22
Montant (\$)	95.43	667.11	470.85			253.14		28.22					1514.75
Heures compensées en temps	45	37	15.75	5.25	40.25	44.25	18	11.25	21.75	5			243.50
Montant (\$)	1873.88	1483.74	631.59	210.53	1614.04	1753.65	721.81	423.46	947.10	200.50			9860.30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

2013-2014	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 07 mars 2014
Autre catégorie ¹ (stagiaires, étudiants)													
Heures effectuées		10.24	3.5										13.74
Heures payées		10.24	3.5										13.74
Montant (\$)		249.66	85.33										334.99
Heures compensées en temps													
Montant (\$)													

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

2013-2014	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 07 mars 2014
Cadres													
	4	2	1.5	7	19.5	11	6.5	2	6	8	0.5		68
Professionnels													
	4	1	31	82.5	136	24	20	19	56	26.5	11.5		411.5
Fonctionnaires													
	11.5	21.5	48.5	64	87	3	1.5	1	29.5	16.5	2		286
Autre catégorie (membres ¹)													
	1		4.5	6	5			2		2	0.5		21

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, **nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès.** Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Cadres	1	3	3	Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale.
Professionnels	20	19	21	
Fonctionnaires	15	14	14	
Autre catégorie (membres) ¹	1	1	1	
Total	37	37	39	

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS				
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Professionnel expert	4	4	2	1	1

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 aucun employé du BAPE n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES						TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012		2012-2013		2013-2014		Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale
	Rég.	Occ.	Rég.	Occ.	Rég.	Occ.	
Cadres	1	0	3		3		
Professionnels	20	5	19	5	21	4	
Fonctionnaires	15	2	14	1	14	1	
Autre catégorie (membres et stagiaires) ¹	1	0	1	1	1		
Total	37	7	37	7	39	5	

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE
2013-2014	0

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Aucun remplacement n'a été effectué.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS PRÉVUS
2014-2015	1
2015-2016	2

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Deux personnes retraitées de la fonction publique ont été engagées en 2013-2014.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

Emplacement :	575, rue St-Amable, Québec
Type d'espace	Bureau + entrepôt
Coût de la location :	42 611,59 \$/mois 511 339 \$/an
Coût de location au mètre carré :	Bureau=305,66 \$ entrepôt=152,83 \$
Superficie du local loué :	1 607,18 + 43,48 M.C.
Superficie occupée :	1 607,18 + 43,48 M.C.
Superficie utilisable :	1 443,13 = 43,35 M.C.
Superficie inoccupée :	-
Propriétaire de l'espace loué :	La Capitale Immobilière MFQ inc.
Espace loué de:	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Durée du bail :	Préavis de 3 mois pour résiliation ou modification
Coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :	1596 \$
Nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant :	s/o

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**
- b) le titre de la fonction;**
- c) l'adresse du port d'attache;**
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;**
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;**
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
- h) la description de tâches;**
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;**
- j) le nombre total d'employés au cabinet;**
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;**
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- **le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- **la circonscription électorale;**
- **le montant attribué;**
- **le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Il n'y a aucun personnel hors structure pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- a) le poste initial;**
 - b) le salaire;**
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
 - d) la date de mise en disponibilité;**
 - e) les prévisions pour 2014-2015.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Aucune personne rémunérée par le BAPE n'est affectée à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en 2013-2014.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

TITRE	COÛT
Accès à l'information et protection des renseignements personnels (mises à jour n°24)	376 \$
(mises à jour n°25)	396 \$
(mises à jour n°26)	416 \$
(mises à jour n°27)	417 \$
Bulletin de droit de l'environnement et de l'énergie 2013 ➤ Abonnement d'avril 2013 à mars 2014	290 \$
Convention de la Baie James et du Nord québécois et convention complémentaire ➤ Abonnement électronique	90 \$
Convention du Nord-Est québécois et convention complémentaire ➤ Abonnement électronique	40 \$
Direction générale des acquisitions (DGACQ) ➤ Abonnement annuel du 1er avril 2013 au 31 mars 2014	500 \$
International Association for Impact Assessment (IAIA) ➤ Abonnement annuel	111 \$
Journal Innuvelle ➤ Abonnement de mars 2013 à mars 2014	85 \$
Réseau Environnement ➤ Abonnement Vecteur Environnement (janvier à décembre 2014)	31 \$
Réseau d'information municipale (RIM) ➤ (juillet 2013 à juillet 2014)	1250 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➤ Année 2014	460 \$
Terre de chez nous ➤ Abonnement électronique de 3 ans (fév. 2014 à fév. 2017)	72 \$
Water Environment Federation ➤ Abonnement d'avril 2013 à mars 2014	140 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); (ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits)
- g) la fréquence moyenne des mises à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- En juin 1996, la conception et le développement du site ont été réalisés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux pour une somme forfaitaire de 2 000 \$. La réalisation de la bannière pour la page d'accueil a été confiée à la firme Parution pour la somme de 340 \$.
- En décembre 2002, le site Web du BAPE a été totalement repensé et actualisé, notamment dans le but de respecter le programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. La construction (conception, design, développement) du site a été effectuée par la firme BMG Multimédia pour une somme contractuelle de 17 200 \$.
- En décembre 2004, une nouvelle page d'accueil a été développée par la firme Neuronal Création pour la somme de 1 787 \$.

Contenu, entretien et mise à jour

- L'entretien et la mise à jour sont réalisés à l'interne. L'hébergement est assuré par la firme Netelligent Hosting services inc. La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est de 4 188 \$.
- Des informations sont ajoutées au site quotidiennement par l'équipe Web. Pour tous les mandats confiés au BAPE depuis l'automne 2002, le maximum d'information pertinente y est enregistré. Le site Web du BAPE est le reflet de ses opérations, on y retrouve notamment tous les rapports de l'organisme depuis son existence dans une rubrique dûment identifiée.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNDE-CNDP)
(www.participation-du-public.net)

Conception, refonte et justification

- En décembre 2004, dans le cadre du projet de coopération France-Québec entre la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) de la France et le BAPE, un site Web a été développé par la firme Neuronal Création pour la somme de 3 537 \$.

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par la firme Netelligent Hosting services inc.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
 - b) les mandats;**
 - c) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - d) le résultat du travail effectué;**
 - e) les échéances prévues;**
 - f) les sommes impliquées.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontre ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
 - c) le nombre total de demandes reçues;**
 - d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacement, etc.);**
 - b) le nombre de ressources affectées;**
 - c) le nombre de rencontres;**
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 31

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes environnementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes environnementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue par le BAPE en 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Bonis au rendement	
1 ^{er} avril 2012 au 31 mars 2013	
Catégorie	Montant
Professionnels	6 492,01\$
Bonis au rendement	
1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014	
Catégorie	Montant
Professionnels	4 276,20\$

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Prime de départ*	
1er avril 2012 au 31 mars 2013	
Catégorie	Montant
Titulaire d'un emploi supérieur	114 491 \$

Prime de départ*	
1er avril 2013 au 31 mars 2014	
Catégorie	Montant
Titulaire d'un emploi supérieur	102 927 \$

*Selon les conditions mentionnées au décret de nomination.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Depuis le 23 avril 2014, combien y-a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;**
 - b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.**
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;**
 - b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.**
-

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

En novembre 2012, à la demande du ministre responsable de l'Environnement, le ministère conviait le BAPE à participer à un comité sur la modernisation de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et du processus de participation publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Cette question a déjà été répondue aux numéros 15c et 15f.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère ou organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente, les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

QUESTIONS PARTICULIÈRES

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Juin 2014

ÉTUDE DES CREDITS 2014-2015

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Somme dépensée en 2013-2014 pour l'informatique et les technologies de l'information
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère
3. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones en 2013-2014
13. Plan d'action du développement durable 2008-2015
14. Comité interministériel du développement durable
103. Prévisions des crédits alloués au BAPE pour le projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada pour 2014-2015

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la somme dépensée en 2013-2014 (et les prévisions pour 2014-2015) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2013-2014
(selon le bilan annuel en ressources informationnelles (BARI) – 2013-2014)

Type	Coût Total \$	Acquisition et loc. biens \$	Services internes \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériels	2 845	2 845			
Logiciels	538	538			
Ordinateur de table et portable	4 683	4 683 ⁽¹⁾			
Autres biens capitalisables	15 615	15 615 ⁽¹⁾			
Télécommunication et téléphonie	26 336			26 336	
Services	25 163		14 936 ⁽²⁾	568	9 659
Total en fonctionnement et immobilisation	75 180	23 681	14 936	26 904	9 659
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	156 676				
Total	231 856				

(1) Le total des biens capitalisables est de 20 298 \$ pour 2013-2014 sur un budget de 50 000 \$.

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

Prévision pour 2014-2015
(selon la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) – 2014-2015)

Type	Coût Total \$	Acquisition et loc. biens \$	Services internes \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériels	6 000	6 000			
Logiciels	15 000	15 000			
Commutateurs réseau	20 000	20 000 ⁽¹⁾			
Ordinateur de table et portable	19 200	19 200 ⁽¹⁾			
Autres biens capitalisables	0	0 ⁽¹⁾			
Télécommunication et téléphonie	27 400			27 400	
Services	42 665		16 000 ⁽²⁾	1 700	24 965
Total en fonctionnement et immobilisation	130 265	60 200	16 000	29 100	24 965
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	167 718				
Total	297 983				

(1) Le total des biens capitalisables est de 39 200 \$ pour 2014-2015.

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Accent formation	Mieux communiquer par courriel	Québec	2013-11-04	13	1495 \$	
Action RE-buts	Webinaire – Réparer pour réduire vos dépenses et vos déchets	Québec	2013-10-01	2	0 \$	
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	Conférence « Une approche intégrée en archéologie dans le cadre des études d'impacts »	Québec	2013-05-30	2	35 \$	28 \$
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	Conférence « Les impacts environnementaux et sociaux liés à l'implantation de parcs éoliens dans la région de l'isthme de Tehuantepec au Mexique »	Québec	2013-09-27	3	53 \$	114 \$
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	22 ^e congrès annuel AQÉI 2014	Montréal	2104-02-13 au 2014-02-14	4	195 \$	1265 \$
Arielle Hudon-Fortier	L'occupation et la rivalité des territoires	Québec	2013-10-08	10	0 \$	
Association des architectes paysagistes du Québec	Congrès annuel 2013	Montréal	2013-04-19 au 2013-04-20	1	375 \$	35 \$
Association des biologistes du Québec	38 ^e congrès 2013	Trois-Rivières	2013-11-14 au 2013-11-15	3	446 \$	717 \$
Association des économistes québécois (ASDEQ)	38 ^e congrès « Nos ressources naturelles, notre économie »	Québec	2013-05-22 au 2013-05-24	1	620 \$	

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Assistance à la période d'info – PI – Le Gardeur	Le Gardeur	2014-02-18	1	0 \$	173 \$
Barreau du Québec	Congrès 2013 du Barreau du Québec	Montréal	2013-05-30 au 2013-06-01	1	370 \$	129 \$
CEGEP Garneau	Cours de perfectionnement en Français	Québec	2013-03-24 au 2014-05-12	1	150 \$	
Chaire Éco-conseil	Évènement Éco-conseil « Habiter l'avenir »	Chicoutimi	2014-01-15 au 2014-01-17	1	0 \$	633 \$
Conférence des juristes de l'État	XX ^e congrès des juristes de l'État	Québec	2013-04-09 au 2013-04-10	1	0 \$	
Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ)	Conférence sur l'eau	Montréal	2013-10-02	1	444 \$	
Contrôleur des finances	Harmonisation des taxes de ventes et ses impacts sur la comptabilité gouvernementale	Québec	2013-04-05	1	0 \$	
Contrôleur des finances	Atelier-SAGIR – Dépenses de rémunération	Québec	2014-02-20 au 2014-02-21	1	0 \$	
Contrôleur des finances	Atelier SAGIR – Mandat spécial	Québec	2014-03-20	1	0 \$	
Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	20 ans après l'ALÉNA : les réalisations et les projets d'avenir de la coopération environnementale nord-américaine	Montréal	2014-03-20	1	120 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Accessibilité Web à partir de Word 2003-2007	Québec	2013-04-25 au 2013-04-26	1	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Observation visioconférence - Commission Charbonneau	Montréal	2013-05-27	1	0 \$	213 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Centre des services partagés (CSPQ)	Journée des acquisitions et des TIC	Québec	2013-10-16	2	384 \$	11 \$
Centre des services partagés (CSPQ)	Secourisme en milieu de travail	Québec	2013-12-09- et 2013-12-16 2014-02-10 au 2014-02-11	2	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Conférence en technologie de l'information (TI) Tendances, mythes et enjeux du gouvernement ouvert	Québec	2014-02-18	1	65 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Cours de préparation à la retraite	Québec	2014-03-27 au 2014-03-28	1	250 \$	27 \$
Centre des services partagés (CSPQ)	Inscription annuelle - Les petits-déjeuners de leadership 2013-2014	Québec		1	220 \$	0
Centre des services partagés (CSPQ)	Inscription des gestionnaires au cercle de gestion interministérielle			1	25 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Programme relève des directeurs généraux de l'administration (DGA)	Québec	2013-04-01 au 2014-03-31	1	0 \$	125 \$
Éco ressources	Marché du carbone	Montréal	2014-03-12	1	100 \$	256 \$
École polytechnique de Montréal	Séminaire international en ACV sociale	Montréal	2013-05-06 au 2013-05-07	1	175 \$	205 \$
Éditions Yvon Blais	Colloque en droit de l'environnement	Québec	2013-11-18	2	950 \$	
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme de formation à la gestion publique	Québec	2013-04-30 au 2014-05-01	1	3 985 \$	159 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Droits de scolarité - Gestion des entreprises - MBA	Québec	2013-05-01 au 2013-08-31	1	256 \$	
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Activité en gestion environnementale et acquisition écoresponsable	Québec	2013-06-13	1	0 \$	7 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Formation Cercle de gestion	Québec	2013-11-29 et 2014-02-28	1	0 \$	43 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	Québec	2013-12-04 au 2014-12-03	1	4 200 \$	9 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Droits de scolarité – Management des organisations publiques	Québec	Été 2013	1	217 \$	
Étienne Lamy	Responsabilité d'entreprise et licence sociale	Québec	2013-05-22	11	278 \$	16 \$
Faculté des arts et des sciences – Université de Montréal	Ressources naturelles : Une planète entre vos mains	Montréal	2013-07-08 au 2013-07-13	1	880 \$	268 \$
Fondation de la faune et Association des biologistes du Québec (ABQ)	Colloque « Aménagement intégré par sous-bassin versant	Québec	2014-02-27	1	90 \$	
Fonds de recherche du Québec	Forum de réflexion sur la recherche en développement durable	Québec	2013-06-03	1	0 \$	
Harvey L. Mead	Services écologiques – prise en compte en tant que valeur économique	Québec	2013-04-08	17	530 \$	
Institut de formation transformationnelle inc.	Programme relève DGA Fondement du leadership transformationnel	Québec	2014-02-04 au 2014-02-15	1	496 \$	
Institut international d'Études administratives de Montréal inc.	Forum économique international des Amériques-conférence de Montréal	Montréal	2013-06-11	1	609 \$	76 \$
Claude Sauvé	Biens et services écologiques	Québec	2013-04-22	7	0 \$	

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Jean Leclair	Filière de l'uranium	Québec	2014-01-09	19	0 \$	
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Système d'information et de gestion en aménagement du territoire (SIGAT)	Québec	2013-09-05	2	0 \$	17 \$
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Webinaire application « Territoires »	Québec	2013-11-19	1	0 \$	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP)	Atelier 3 : Accès au savoir, précaution et prévention	Québec	2013-04-10	1	0 \$	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP)	Forum sciences de l'environnement	Québec	2013-10-16	1	0 \$	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP)	État de l'environnement – Volet eau	Québec	2014-03-20	14	0 \$	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP)	État de l'environnement – Volet air	Québec	2014-03-27	13	0 \$	
Office de consultation publique de Montréal	Colloque de l'Office de consultation publique de Montréal	Montréal	2014-02-27 au 2014-02-28	2	0 \$	549 \$
Ordre professionnel des urbanistes du Québec	Congrès des urbanistes	Montréal	2013-10-23 au 2013-10-25	1	585 \$	114 \$
Réseau environnement	Colloque sur la gestion des matières résiduelles	Victoriaville	2013-10-02 au 2013-10-03	1	770 \$	204 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
La Recherche hydrologique au Québec (RHQ)	La recherche hydraulique au Québec dans un contexte de changements climatiques	Québec	2013-04-25 au 2013-04-26	3	100 \$	
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Parler de santé psychologique à ses employés ? Utiliser la curiosité emphatique pour se faciliter la tâche	Québec	2013-06-11	1	295 \$	
SAGIR	SGR2-L2	Québec	2013-09-30 au 2013-11-21	2	0 \$	
Secrétariat du conseil du trésor (SCT)	Classification	Québec	2013-04-23	1	0 \$	
Secrétariat du conseil du trésor (SCT)	Loi sur les contrats	Québec	2013-09-04	1	0 \$	
Université de Montréal	Méthodologie d'évaluation des stratégies de réhabilitation des terrains		2013-12-09	1	0 \$	
Université de Sherbrooke	Colloque industrie minière, filière énergétique et protection de l'environnement : Une conciliation contre nature	Sherbrooke	2013-10-25	1	78 \$	133\$
Université Laval	Conférence institut EDS – Économie et développement durable	Québec	2013-10-31	1	0 \$	22\$
Université Laval	Aspects pratiques de la sécurité informatique	Québec	2013-09-01 2013-12-31	1	367 \$	
Université du Québec à Chicoutimi	Webinaire – Synapse 2	Québec	2013-11-01 au 2013-11-04	1	50 \$	
Versalys	MS-Word 2010 Avancé	Québec	2013-06-06 au 2013-06-07	1	220 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2013-2014. Indiquer :

- a. l'objet des consultations;**
 - b. le moyen utilisé;**
 - c. les dates des rencontres;**
 - d. les communautés et les personnes consultées;**
 - e. les résultats des consultations;**
 - f. les montants afférents.**
-

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a pas la responsabilité de mener des consultations auprès des communautés autochtones, cette obligation de consultation incombant à la Couronne.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Plan d'action du développement durable 2008-2015 : bilan détaillé des actions et dépenses pour 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ACTIVITÉS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2013-2014

Les résultats de la sixième année de mise en œuvre des actions en lien avec les objectifs du Plan d'action de développement durable 2008-2013, reconduit jusqu'en 2015, sont présentés ci-après. Le degré d'atteinte de chaque geste soutenant les actions du Plan d'action correspond à l'un ou l'autre des cinq critères suivants : 1) un geste a *débuté* quand sa mise en œuvre a été entreprise pour une première fois durant l'exercice en cours, 2) un geste est *accompli* quand il a été amorcé au cours de l'exercice précédent et qu'il s'est poursuivi dans l'exercice en cours, 3) un geste est *complété* quand sa mise en œuvre a été réalisée, 4) un geste est *à venir* quand sa mise en œuvre n'a pas encore été entreprise, 5) un geste porte la mention « complété et poursuivi » si la ou les cibles ont été atteintes et que l'organisation a jugé bon de poursuivre le geste.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable. Favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière ainsi que l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

Objectif organisationnel 1

Faire connaître la nature et la portée du concept de développement durable et des seize principes s'y rattachant.

Action 1 – Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du *Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique*.

Indicateurs	Taux du personnel rejoint par les activités de sensibilisation au développement durable et taux du personnel ayant acquis une connaissance suffisante du concept de développement durable pour le prendre en considération dans ses activités courantes.
Cibles	Rejoindre 100 % du personnel* d'ici la fin de 2009 et s'assurer que 50 % des employés possèdent une connaissance suffisante du concept de développement durable pour le prendre en considération dans leurs activités courantes. *Le personnel dont il est question a terminé sa première année de service (Modification au plan d'action ¹).
Résultats	En raison de la nature des mandats du BAPE, la grande majorité de notre personnel travaille quotidiennement avec les principes de développement durable. De plus, nous nous affairons chaque année à mettre à jour leur formation (conférences thématiques et capsules Web) et à former le nouveau personnel (cahier de formation, rencontres individuelles et trousse d'accueil). Ces activités ciblent et rejoignent l'entière du personnel (100 %). Près de 98 % des membres de notre personnel ont reçu, depuis 2008, une formation sur le développement durable suffisamment étoffée pour que ce concept soit pris en considération dans leurs activités courantes. Par ailleurs, un test visant à établir le niveau de maîtrise des principes de développement durable a été complété par 91,5 % du personnel. Le taux de réussite du test a été de 79 %.

Action 2 – Assurer la prise en compte systématique des principes de développement durable au sein de l'organisme et dans les travaux des commissions d'enquête.

Indicateurs	Nombre d'outils conçus afin de prendre en compte systématiquement les principes de développement durable et taux d'application.
Cibles	Conception de deux outils pour utilisation d'ici la fin de 2009 et taux d'utilisation des outils de 100 % en 2010.
Résultats	Un premier outil, le <i>Guide pour la considération des principes de développement durable dans les travaux des commissions d'enquête du BAPE</i> , a été produit en 2009. Depuis, il est utilisé par l'ensemble des commissions d'enquête du BAPE. Un deuxième outil, l' <i>Outil d'analyse pour prendre en considération les principes de développement durable dans les dossiers administratifs</i> , a été produit en 2010-2011. Il est utilisé pour chacun des projets administratifs structurants du BAPE. Cette grille a été utilisée durant l'année 2013, dans la réflexion entourant la réalisation du prochain plan stratégique du Bureau.

Action 3 – Promouvoir la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 auprès des participants aux séances d'information et aux séances d'audience publique et présenter la démarche d'analyse de la commission d'enquête.

Indicateurs	Taux de mention de la Stratégie gouvernementale et de la démarche d'analyse dans les discours d'ouverture.
Cibles	100 % des discours d'ici la fin de 2008.
Résultats	Toutes les séances d'information et tous les discours d'ouverture des séances d'audience publique depuis la fin de 2008 ont fait mention de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, reconduite jusqu'au 31 décembre 2014, et de la démarche d'analyse du BAPE.

1. Cette modification au plan d'action a été apportée afin de préciser quel est le personnel concerné par cette action.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d’une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l’environnement.

Objectif organisationnel 2

Favoriser un environnement sain pour le personnel du BAPE.

Action 4 – Poursuivre la mise en œuvre de pratiques et d’initiatives favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie du personnel.

Indicateurs	Nombre d’activités de consultation et d’information auprès du personnel favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie au bureau.
Cibles	Treize pratiques et initiatives favorisant la santé et la sécurité d’ici 2013.
Résultats	<p>En 2013-2014, treize activités se sont tenues :</p> <ul style="list-style-type: none">• rencontres organisationnelles par secteur d’activité ;• mise en place de mesures visant à améliorer la qualité de l’air ;• nettoyage, entretien des refroidisseurs à eau et changement des filtres ;• Programme d’aide aux employés (PAE) ;• capsules d’information et de sensibilisation dans l’intranet ;• conférences midi ;• campagne de vaccination antigrippale ;• promotion du transport actif ;• service d’une personne-ressource en ergonomie ;• entente avec un centre de conditionnement physique ;• politique pour la reconnaissance des années de service dans la fonction publique et du personnel à la retraite ;• politique de bonis pour rendement exceptionnel et de reconnaissance de la scolarité en cours d’emploi ;• horaire variable.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

Objectif organisationnel 3

Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les activités quotidiennes de gestion au BAPE et dans les travaux des commissions d'enquête.

Action 5 – Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable.

Indicateurs	État d'avancement de la mise en œuvre, au BAPE, d'un cadre de gestion environnementale, de mesures contribuant à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de gestion environnementale et de pratiques d'acquisitions écoresponsables.
Cibles	Mise en œuvre d'un cadre ou d'un système de gestion environnementale en 2011 et mise en œuvre de dix mesures ou activités pour contribuer directement à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de gestion environnementale d'ici 2011.
Résultats	Le Cadre de gestion environnementale du BAPE 2010-2013 a été adopté en 2010. Un plan de gestion environnementale a été établi par le comité de développement durable pour les exercices 2010-2011 et 2011-2012. L'ensemble des interventions proposées dans ces plans de gestion vise à contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de gestion environnementale et de pratiques d'acquisitions écoresponsables. Au cours de l'année 2011-2012 seulement, seize interventions ont été mises en œuvre. Pour la période 2012-2013, le BAPE a travaillé à la création d'un nouveau plan d'action organisationnel afin d'y intégrer de nouvelles avenues de travail, et ce, tout en poursuivant les actions des plans de gestion des années antérieures. Signalons notamment, en 2012-2013, l'adoption d'une procédure de gestion des matières résiduelles domestiques dangereuses, y compris la mise en place d'un îlot de récupération de ces matières, permanent, au profit des employés du BAPE. L'exercice 2013-2014 a été consacré à maintenir les gestes et interventions qui font maintenant partie des pratiques usuelles. Ainsi, une caractérisation des matières résiduelles du bureau a été effectuée pour maintenir la certification dans ce domaine auprès de RECYC-QUÉBEC. De plus, une collecte et un inventaire des matières résiduelles domestiques dangereuses tels qu'ils sont prescrits dans la procédure adoptée l'an dernier ont été effectués.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 24

Accroître l'engagement des citoyens dans leur communauté.

Objectif organisationnel 4

Améliorer le taux de participation aux séances d'audience publique.

Action 6 – Promouvoir le droit des citoyens d'être informés et consultés en faisant connaître le BAPE.

Indicateurs	Nombre d'activités externes réalisées.
Cibles	Vingt activités externes annuelles et augmentation des efforts de communication ciblant les jeunes d'ici la fin de 2009.
Résultats	En 2013-2014, 16 activités externes ont été réalisées par le personnel du BAPE. De plus, dix conférences ont été présentées devant un public universitaire, permettant ainsi à notre organisation de rejoindre la tranche d'âge des 18-35 ans. Le BAPE a également donné 19 séances d'information pour des projets assujettis à la procédure d'évaluation environnementale.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 25

Accroître la prise en compte des préoccupations des citoyens dans les décisions.

Objectif organisationnel 5

Encourager la participation des citoyens aux consultations publiques du BAPE afin de permettre la prise en considération, par les décideurs gouvernementaux, de leurs préoccupations, points de vue, connaissances et expertises à l'égard de leur milieu de vie.

Action 7 – Améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des travaux à l'intérieur des mandats du BAPE au regard de la période d'information et de consultation du dossier par le public et des audiences publiques.

Indicateurs	Taux de satisfaction des participants relativement aux services offerts.
Cibles	Maintien d'un taux de satisfaction globale des participants d'au moins 80 %.
Résultats	Chaque séance d'information ou d'audience publique, un questionnaire est distribué à tous les participants dans le but d'évaluer leur taux de satisfaction. Les résultats de l'année 2013-2014 présentent un taux de satisfaction globale de 93 % à l'égard des services offerts.

OBJECTIFS DE L'AGENDA 21 DE LA CULTURE

1 – Reconnaître et promouvoir l'identité culturelle québécoise à travers la protection et la mise en valeur de son patrimoine matériel et immatériel, dans toute sa diversité et sur l'ensemble du territoire.

18 – Prendre en considération le fait que le patrimoine naturel doit être protégé pour sa valeur culturelle autant que pour sa valeur écologique et économique.

19 – Prendre en compte la culture dans l'établissement et la mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement, notamment dans les études d'impact des grands projets.

20 – Intégrer la dimension culturelle dans les processus d'aménagement et de développement du territoire de manière à améliorer la qualité de vie des populations, renforcer le sentiment d'appartenance et favoriser l'attractivité des milieux.

Objectif organisationnel 6

Favoriser la prise en compte des aspects culturels par les commissions d'enquête.

Action 8 (nouvelle action)

Améliorer la prise en compte des aspects culturels dans les travaux et les recommandations du BAPE.

Indicateurs	Guide produit et utilisé par les commissions abordant des aspects culturels.
Cibles	Création du guide d'ici la fin de 2013.
Résultats	La rédaction du guide de prise en compte des aspects culturels dans les travaux et les recommandations du BAPE s'est amorcée au cours de l'exercice 2013-2014, mais n'est pas encore achevée.

OBJECTIF 5 DE L'AGENDA 21 DE LA CULTURE

Favoriser l'épanouissement culturel des citoyennes et des citoyens ainsi que l'accès et leur participation à la vie culturelle. Valoriser la pratique amateur et la médiation culturelle. Inclure les citoyennes et citoyens dans les processus d'établissement des politiques culturelles, à tous les niveaux. Miser sur le loisir culturel comme lieu d'apprentissage et d'appropriation citoyenne.

Objectif organisationnel 7

Favoriser l'éducation à la participation citoyenne.

Action 9 (nouvelle action)

Créer une trousse pédagogique de simulation d'audience publique du BAPE pour la clientèle des cégeps.

Indicateurs	Trousse pédagogique créée et nombre de classes de cégep l'utilisant.
Cibles	Création de la trousse au premier trimestre de 2013 et utilisation par cinq classes d'ici 2015.
Résultats	<p>Une étude d'impact fictive ainsi que des guides à l'intention des professeurs et des étudiants ont été rédigés. La trousse de simulation a été testée dans le cadre d'un cours de géographie, au cégep de Thetford, à la session d'hiver 2013. À l'automne 2013, six professeurs provenant de cinq institutions d'enseignement différentes ont demandé et obtenu la trousse pédagogique. Deux d'entre eux l'ont utilisée. Parmi les autres, certains ont remis l'utilisation de la trousse à une prochaine session en raison d'un manque de temps pour se préparer ou de l'annulation du cours visé.</p> <p>À l'hiver 2014, cinq professeurs provenant d'autant d'institutions d'enseignement ont demandé la trousse. À noter que deux de ces institutions sont situées à l'extérieur du Québec, soit au Maroc et au Nouveau-Brunswick.</p>

OBJECTIFS GOUVERNEMENTAUX NON RETENUS

Le BAPE a inscrit en annexe de son *Plan d'action de développement durable 2008-2013* les objectifs gouvernementaux qui n'ont pas été retenus ainsi que les motifs soutenant ces choix. Ce plan est accessible sur le Web, à l'adresse suivante : www.bape.gouv.qc.ca/sections/documentation/Plan_dev_durable_2008-2013_avril_2010.pdf.

Dépenses 2013-2014

Activités	Coût ⁽¹⁾ (\$)
Dix conférences et présentations données devant les étudiants de diverses universités et Cégeps <i>Présentation Enjeux et réflexions sur le BAPE d'aujourd'hui</i> , assemblée annuelle des membres de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	623
Ateliers à l'interne : <ul style="list-style-type: none"> • Développement durable, trop tard – l'analyse stratégique sans mandat • Comment calculer la valeur des services écologiques • La licence sociale d'exploitation • L'occupation et la vitalité des territoires • État de l'environnement – Volet EAU et volet AIR <p>Total :</p>	824
Colloques et formations dans le domaine du développement durable	7 964
Présentation de la trousse pédagogique à Montréal et à Thetford Mines	518

1. Pour les ateliers, les colloques et les formations externes seuls les coûts directs et indirects sont considérés. Le coût des salaires du personnel du BAPE n'est pas inclus.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Comité interministériel du développement durable : liste des membres, nombre de rencontres, ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDEFP.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDEFP qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2013-2014

C'est le MDDEFP qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à trois rencontres du CIDD-Organismes: 24 mai et 13 décembre 2013, 17 janvier 2014. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDEFP qui possède cette information.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 103

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Prévisions des crédits alloués au BAPE pour le mandat d'évaluation environnementale du projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada, pour 2014-2015.

*Le **Projet d'aménagement d'un terminal maritime et de réservoirs de stockage de pétrole à Cacouna** par Oléoduc Énergie Est n'a pas encore fait l'objet d'un mandat confié au BAPE par le ministre.*

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

QUESTIONS PARTICULIÈRES

2^E GROUPE D'OPPOSITION

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Juin 2014

ÉTUDE DES CREDITS 2014-2015

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2. Liste des formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés
3. Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information
4. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le BAPE
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire
7. Liste et copie de tous les sondages effectués
8. Liste et copie de tous les avis, juridiques ou autres, commandés en 2013-2014
9. Liste de tous les frais de traduction et de documents traduits
10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers
16. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones
19. Comité interministériel du développement durable

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Il y a eu une nouvelle nomination au cours de l'année 2013-2014 au BAPE.

Membre à temps plein	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2013-2014
BARIL, Pierre, Président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	135 083 \$ 175 608 \$
BERGERON, Denis, Membre régulier	5 ans	2011-06-13	2016-06-12	91 492 \$ 123 512 \$
FRANCOEUR, Louis-Gilles, vice-président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	116 327 \$ 151 227 \$
GERMAIN, Michel, Membre régulier	5 ans	2009-05-30	2014-05-30	91 492 \$ 123 512 \$
GRANDBOIS, Gisèle ⁽¹⁾ , Membre régulier	5 ans	2014-01-20	2019-01-19	91 492 \$ 123 512 \$
PARENT, Anne-Marie, Membre régulière	5 ans	2009-04-14	2014-04-13	91 492 \$ 123 512 \$

¹ membre nouvellement nommé

Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Frais de déplacement, de voyage et de repas

Nom	Montant
Baril, Pierre ⁽²⁾	738 \$
Bergeron, Denis ⁽¹⁾	687 \$
Francoeur, Louis-Gilles ⁽¹⁾	696 \$
Germain, Michel ⁽¹⁾	770 \$
Grandbois, Gisèle ⁽¹⁾	330 \$
Lafond, François ⁽¹⁾	2 220 \$ ⁽³⁾
Parent, Anne-Marie ⁽¹⁾	419 \$

⁽¹⁾ La majorité des frais de déplacement, de voyage et de repas ont été encourus lors des activités liées aux mandats. Les frais de location de véhicules, d'hébergement et de transport directement payés aux fournisseurs ne sont pas inclus dans ces montants.

⁽²⁾ Les frais de déplacement, de voyage et de repas ont été encourus lors des activités liées au rayonnement du BAPE et pour le suivi de certains mandats. Les frais de location de véhicules, d'hébergement et de transport directement payés aux fournisseurs ne sont pas inclus dans ces montants.

⁽³⁾ Incluant un montant de 907 \$ pour le remboursement d'essence des véhicules loués lors des déplacements effectués pour les mandats qui lui ont été assignés.

Les frais de représentation

Titre	Montant
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	1 492 \$
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 070 \$)	991 \$

Allocation de séjour (montant annuel)

Titre	Montant
Pierre Baril, Président	14 700 \$
Louis-Gilles Francoeur, Vice-président	14 700 \$
Anne-Marie Parent, Membre	14 700 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :

Se référer à la réponse 2 de l'Opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Se référer à la réponse 1 de l'Opposition officielle.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- **son mandat ;**
 - **la liste des membres ;**
 - **le budget dépensé ;**
 - **le montant ventilé pour les frais de déplacement de repas ou autres ;**
 - **les résultats atteints.**
-

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDEFP.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDEFP qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2013-2014

C'est le MDDEFP qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à trois rencontres du CIDD-Organismes: 24 mai et 13 décembre 2013, 17 janvier 2014. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDEFP qui possède cette information.

En novembre 2012, à la demande du ministre responsable de l'Environnement, le ministère conviait le BAPE à participer à un comité sur la modernisation de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et du processus de participation publique.

Le budget dépensé en 2013-2014

C'est le MDDEFP qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE

Les résultats atteints

C'est le MDDEFP qui possède cette information.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Secteur	2009-2010				2010-2011				2011-2012				2012-2013				2013-2014			
	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%
Présidence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétariat et direction générale de l'administration et des communications	3	14	1	33	6	23	1	16	4	17	3	75	3	11	1	33	3	11		
Direction de l'expertise environnementale et du développement durable	4	20	0	0	3	14	1	33	3	15	3	100	3	23	0	0	2	14	2	100
Total	7	15	1	14	9	18	2	22	7	15	6	86	6	14	1	17	5	11	2	40

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Se référer à la réponse 34 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en 2013-2014.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques demandés par le BAPE sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais des avis et constats du rapport 294, mandat de consultation du public sur les projets d'aires protégées "Projets de réserves de biodiversité pour sept territoires et de réserve aquatique pour un territoire dans la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue"	1 252 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais de deux lettres adressées au Grand chef du Grand Conseil des Cris et au président de Makivik Corporation, dans le cadre du mandat sur « Les enjeux de la filière uranifère au Québec	128 \$
Jourdain, Philomène	Traduction du français vers l'innu de documents relatifs au « Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles »	3 693 \$
Société des Communications Atikamekw-Montagnais	Traduction simultanée (innu/français/innu) lors de la 1 ^{re} partie de l'audience publique du « Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles » le 30 août 2013	3 800 \$
Société des Communications Atikamekw-Montagnais	Traduction simultanée (innu/français/innu) lors de la 2 ^e partie de l'audience publique du « Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles » le 28 septembre 2013	4 504 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.

Le BAPE n'a donné aucun mandat à la Société immobilière du Québec en 2013-2014.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 16
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :

- a. l'objet des consultations;**
 - b. le moyen utilisé;**
 - c. les dates de rencontres;**
 - d. les communautés et les personnes consultées;**
 - e. les résultats des consultations;**
 - f. les montants afférents.**
-

Se référer à la réponse 3 de l'Opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Comité interministériel du développement durable : liste des membres, nombre de rencontres, ordres du jour et procès-verbaux pour 2012-2013 et 2013-2014.

Se référer à la réponse 14 de l'Opposition officielle.